

Le prix des armes

Autor(en): **Lambelet, Jean-Christian**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 847

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019441>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'INVITE DE DP

Le prix des armes

Combien les quelque 140 Etats du monde (micro-Etats non compris) dépensent-ils pour leur défense et leur sécurité - avec ou sans guillemets ? Si on en croit une publication qui fait autorité ⁽¹⁾, on arrive à un total d'environ 728 milliards de dollars pour 1984 (année la plus récente pour laquelle on ait des chiffres à peu près complets), total dont le détail par grandes catégories figure dans le tableau ci-dessous.

Bien entendu, une évaluation de ce genre soulève toutes sortes de problèmes. D'abord, il y a une demi-douzaine d'Etats pour lesquels on ne dispose d'aucunes données ou estimations. Par exemple, si les chiffres officiels pour les pays de l'OTAN sont relativement fiables, ceux pour les pays du Pacte de Varsovie ne le sont en général pas du tout ; en lieu et place, on doit donc utiliser diverses estimations d'origine occidentale.

Dans le cas de l'Union soviétique par exemple, les dépenses militaires avouées - celles figurant sous ce nom au budget - se montent à 23 milliards de dollars pour 1984 : mais qui pourrait croire que l'Union soviétique dépense à des fins militaires moins du dixième de ce que dépensent les USA ? C'est pourquoi, en se fondant sur diverses estimations, la principale source utilisée pour la présente contribution à DP - voir note ⁽¹⁾ - évalue les dépenses militaires soviétiques aux quatre cinquièmes environ des dépenses américaines.

Il y a d'autres difficultés encore, par exemple celles liées à la nécessité de tout convertir en une monnaie commune, mais la plus importante, peut-être, tient à la notion même de dépenses ou, si on préfère, de coûts.

Pour les économistes, seuls comptent les coûts dits d'opportunité : en l'occurrence, le coût d'opportunité de la défense nationale est ce qu'on aurait pu faire avec les ressources (humaines et matérielles) qu'elle absorbe si on les avait utilisées efficacement à d'autres fins. Or, il y a de bonnes raisons de penser que le chiffre

de 728 milliards de dollars sous-estime significativement le coût d'opportunité des dépenses militaires. En Suisse, par exemple, le coût officiel d'une recrue (sans son équipement) se compose, outre une modeste solde, surtout des frais de nourriture, de logement et d'instruction. Le coût d'opportunité, par contre, est ce que cette recrue aurait pu produire si, au lieu de faire son service militaire, elle avait pu travailler dans le secteur civil.

Le fond du problème est que les Etats disposent, dans le domaine militaire, d'un pouvoir de monopole et de contrainte directe (bien qu'à des degrés divers : l'armée américaine, par exemple, ne comprend aujourd'hui que des engagés volontaires auxquels il faut donc verser des salaires concurrentiels). Comme à chaque fois qu'il y a un monopole et un pouvoir de contrainte directe, la conséquence générale en est une utilisation suboptimale des ressources absorbées et, du moins dans le cas des ressources humaines, une sous-rétribution.

A l'inverse, il arrive aussi que, pour diverses raisons, les Etats paient trop cher les ressources matérielles (équipements de toutes sortes) acquises à des fins militaires, ainsi qu'on peut le voir à l'occasion des scandales que cela provoque périodiquement aux Etats-Unis. (Des sièges de toilette facturés plusieurs centaines de dollars pièce en sont un exemple récent). Des pratiques de ce genre tendront à surestimer les

coûts d'opportunité du matériel militaire acquis.

Si on s'en tient aux coûts conventionnels (officiels ou estimés), c'est-à-dire à ces 728 milliards de dollars, le monde dépense à peu près 5% de son revenu total à des fins militaires. Après correction pour les coûts d'opportunité et autres sources de sous-estimation et de surestimation, le chiffre véritable se situe plus vraisemblablement entre 6 et 10%. C'est environ la part de l'investissement net dans le revenu mondial, c'est-à-dire ce que l'humanité consacre à accroître le parc d'équipements productifs en tous genres et à mettre en valeur de nouvelles terres et d'autres ressources productrices de mieux-être. Aucun doute n'est donc possible : les dépenses militaires pèsent très, très lourd.

S'agit-il, au moins pour l'essentiel, d'un gaspillage aussi futile que dangereux, comme on tend à le penser à gauche ? Ou est-ce au contraire le prix, certes lourd mais inévitable, que le monde doit payer pour assurer, tant bien que mal, sa sécurité et garantir la paix, comme on l'affirme volontiers à droite ?

S'il y a un domaine où fleurissent les clichés péremptoirs, les idées reçues, les jugements à l'emporte-pièce, les réponses simples et toutes faites à des questions généralement complexes, c'est bien celui-là. C'est pourquoi on y reviendra.

Jean-Christian Lambelet

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. J.-C. Lambelet est professeur au département d'économétrie et d'économie politique (DEEP) de l'Université de Lausanne et à l'Institut des hautes études internationales (HEI) de Genève.

(1) *The Military Balance 1986-1987*, International Institute for Strategic Studies, Londres. (Adresse utile : 23 Tavistock Street, London WC2E 7NQ).

Dépenses militaires (1984, milliards de \$ en chiffres ronds)

OTAN	336	(dont USA : 237 ; Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale : 20-23 chacune)
Pacte de Varsovie	221	(dont URSS : 198)
Autre Europe	8	(dont Suisse : 2)
Moyen Orient et Afrique du Nord	90	(dont Arabie Saoudite : 23 ; Iran : 20 ; Irak : 14)
Afrique	7	(dont Afrique du Sud : 3)
Asie	54	(dont Japon : 12 ; Chine et Inde : 6-7)
Amérique latine	12	(dont Argentine et Chili : ~2 chacun ; Brésil, Cuba, Mexique, Pérou, Venezuela : ~1 chacun)
Total	728	milliards de \$